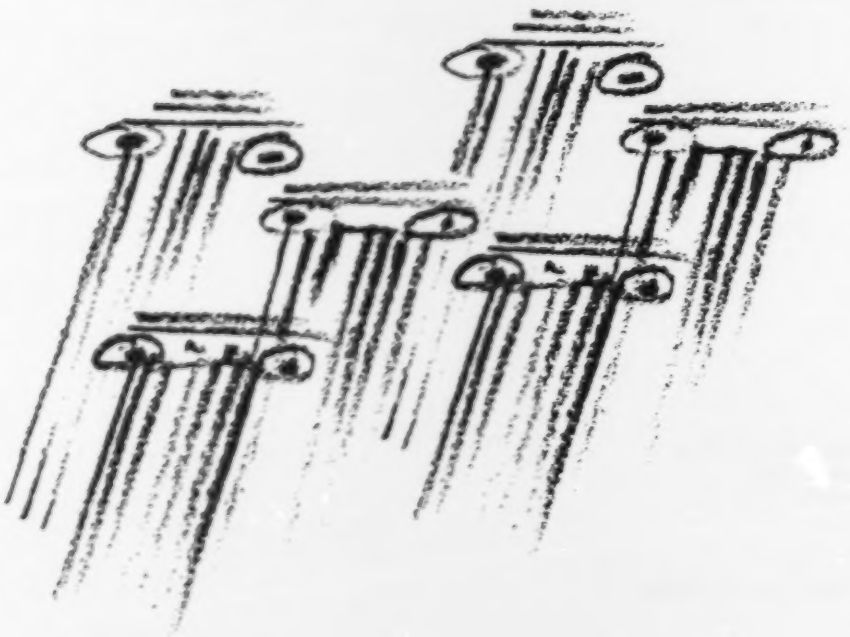
Statistiques

FINANCIÈRES

ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES DU QUÉBEC 1987



Bureau de la statistique du Québec

90-03895/

Pour tout renseignement concernant le BSQ
et les données statistiques qui y sont disponibles,
s'adresser au:

Bureau de la statistique du Québec
117, rue Saint-André
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 643-5116

ou

Tél.: 1-800-463-4090
(aucuns frais d'appel)

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Deuxième trimestre 1989
ISBN 2-551-12157-4

© Bureau de la statistique du Québec

Toute reproduction est interdite
sans l'autorisation expresse
du Bureau de la statistique du Québec.

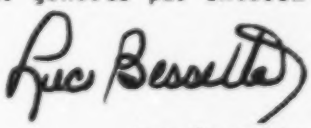
Avant-propos

Le Bureau de la statistique du Québec présente sa cinquième édition d'une série annuelle sur les statistiques financières des administrations publiques locales du Québec.

Principalement constituée de tableaux statistiques, cette publication fait connaître la situation financière des différentes composantes des administrations publiques locales.

De nombreuses personnes au sein du ministère des Affaires municipales, du ministère des Transports, de Statistique Canada, du Bureau de la statistique du Québec ainsi que des administrations publiques locales ont collaboré à la réalisation de cet ouvrage; nous désirons donc leur exprimer nos plus sincères remerciements et les prier de nous faire part de toute suggestion susceptible d'améliorer cette publication.

Le directeur général par intérim



Luc Bessette

Cette publication a été réalisée par: Sylvie Jean, bach. actuariat

Sous la direction de: Yves Bérubé

Pour tout renseignement concernant le contenu de cette publication: Direction des statistiques financières
Bureau de la statistique du Québec
117, Saint-André, 4e étage
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 691-2409

Signes conventionnels

.. Donnée non disponible
... N'ayant pas lieu de figurer
- Néant ou zéro
r Donnée révisée

Avertissement: Les chiffres étant arrondis, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Table des matières

Introduction et modification à la présente édition 7

Organigramme du secteur public au Québec 9

Chapitre 1
Faits saillants 11

Revenus généraux bruts 11
Dépenses générales brutes 12
Actif financier 13
Passif 14

Chapitre 2
Tableaux statistiques 15

Annexe 1
Notes méthodologiques 31

Annexe 2
Univers des administrations publiques locales 35

Liste des tableaux

1.1 Revenus généraux bruts consolidés des administrations publiques locales selon la source, Québec, 1983, 1987 11

1.2 Dépenses générales brutes consolidées des administrations publiques locales par fonction, Québec, 1983, 1987 12

1.3 Actif financier des administrations publiques locales, Québec, 31 décembre 1983 et 1987 13

1.4 Passif des administrations publiques locales, Québec, 31 décembre 1983 et 1987 14

2.1 Revenus généraux bruts des administrations publiques locales selon la source, par composante, Québec, 1987 15

2.2 Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par fonction et par composante, Québec, 1987 16

2.3 Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par catégorie et par composante, Québec, 1987 17

2.4 Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par fonction et par catégorie, Québec, 1987 18

2.5 Dépenses en immobilisations des administrations publiques locales par fonction et par composante, Québec, 1987 20

2.6 Actif financier des administrations publiques locales par composante, Québec, 31 décembre 1987 21

2.7 Passif des administrations publiques locales par composante, Québec, 31 décembre 1987 22

2.8 Réconciliation des revenus généraux bruts des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, Québec, 1987 23

2.9 Réconciliation des dépenses générales brutes des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, Québec, 1987 24

2.10 Réconciliation de l'actif financier des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, Québec, 31 décembre 1987 25

2.11 Réconciliation du passif des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, Québec, 31 décembre 1987 26

2.12 Revenus généraux bruts des administrations publiques locales selon la source, Québec, 1983-1987 27

2.13 Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par fonction, Québec, 1983-1987 28

2.14 Actif financier des administrations publiques locales, Québec, 31 décembre, 1983-1987 29

2.15 Passif des administrations publiques locales, Québec, 31 décembre, 1983-1987 30

INTRODUCTION

L'organigramme de la page 9 présente l'ensemble de l'univers du secteur public au Québec. La présente publication couvre la partie ombragée, c'est-à-dire les municipalités locales (municipalités et régies intermunicipales) et les municipalités régionales (communautés urbaines et régionales et municipalités régionales de comté). Comme on peut le voir sur l'organigramme, les Offices municipaux ne sont pas encore couverts.

Les statistiques sont présentées selon le système statistique de gestion des finances publiques de Statistique Canada (voir notes méthodologiques). L'utilité de ce système est d'établir, dans la mesure du possible, l'uniformité et la cohérence des données des différentes composantes des administrations publiques locales.

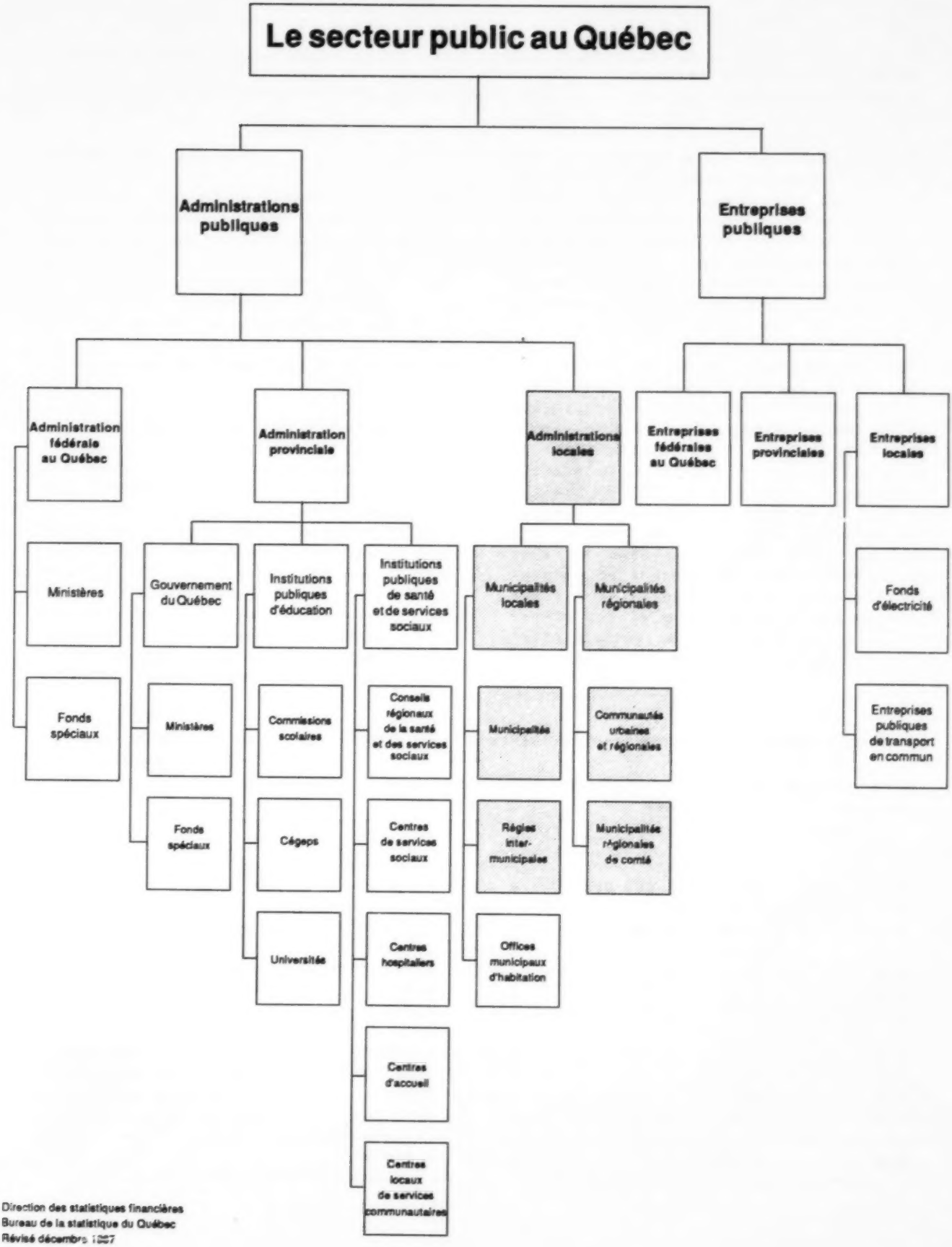
Conformément à ce système de référence, nous reproduisons pour l'administration publique locale et pour chacune de ses composantes, les revenus généraux bruts selon la source, les dépenses générales brutes selon la fonction et par catégorie, les dépenses en immobilisations, l'actif financier et le passif. Un tableau croisé établit le lien entre les dépenses selon la fonction et par catégorie. De plus, des tableaux de réconciliation sont présentés afin de permettre une meilleure compréhension de la méthodologie retenue, laquelle consiste à ramener sur la base du système de référence les données extraites des états financiers de chacune des composantes.

En annexe, nous présentons les notes méthodologiques pertinentes à la normalisation des données de base et une brève description de l'univers des administrations publiques locales.

MODIFICATION À LA PRÉSENTE ÉDITION

Une seule modification est introduite dans la présente version: les tableaux chronologiques couvrent cinq années au lieu de quatre comme par le passé.

Le secteur public au Québec



Direction des statistiques financières
Bureau de la statistique du Québec
Révisé décembre 1987

REVENUS GÉNÉRAUX BRUTS

Pour l'exercice financier 1987, les revenus généraux bruts consolidés des administrations publiques locales atteignent 5 759,8 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 6,6% par rapport aux revenus de 1986. Cette croissance est principalement due à la hausse des revenus relatifs aux impôts fonciers et connexes (267,5 millions de dollars).

Les revenus de sources propres demeurent la principale source de revenus des administrations publiques locales. Ces revenus totalisent 4 846,0 millions de dollars en 1987, ce qui correspond à 84,1% des revenus généraux bruts totaux. Cependant, lorsque l'on considère chacune des composantes des administrations publiques locales, on remarque que les revenus de sources propres ne représentent respectivement que 28,2%, 4,1% et 19,5% des revenus totaux des régies intermunicipales, des communautés urbaines et régionales et des municipalités régionales de comté comparativement à 87,5% pour les municipalités. Les transferts constituent la principale source de revenus des régies intermunicipales (71,8%), des communautés urbaines et régionales (95,9%) et des municipalités régionales de comté (80,5%).

Enfin, au cours de la période 1983-1987, les revenus généraux bruts des administrations publiques locales s'accroissent à un taux composé annuel moyen de 6,4%, passant de 4 493,4 millions de dollars en 1983 à 5 759,8 millions de dollars en 1987. Les revenus de sources propres augmentent en moyenne de 7,2% et les revenus de transferts gouvernementaux de 2,8%. La part relative des revenus de sources propres s'accroît de 81,8% à 84,1% au cours de cette période tandis que la part relative des transferts diminue de 18,2% à 15,9%.

Tableau 1.1
Revenus généraux bruts consolidés des administrations publiques locales selon la source, Québec, 1983, 1987

Source	1983		1987		Taux de croissance 1987/1983
	'000 000 $	%	'000 000 $	%	%
Revenus de sources propres	**3 674,1**	**81,8**	**4 846,0**	**84,1**	**7,2**
Impôts	2 819,4	62,7	3 720,5	64,6	7,2
Vente de biens et services	589,4	13,1	827,6	14,4	8,9
Revenus de placements	99,8	2,2	119,9	2,1	4,7
Autres	165,4	3,7	178,1	3,1	1,9
Transferts	**819,3**	**18,2**	**913,8**	**15,9**	**2,8**
À des fins générales	344,5	7,7	413,4	7,2	4,7
À des fins particulières	386,9	8,6	435,4	7,6	3,0
Subventions de capital	87,9	2,0	65,0	1,1	(7,3)
Total	**4 493,4**	**100,0**	**5 759,8**	**100,0**	**6,4**

DÉPENSES GÉNÉRALES BRUTES

Les dépenses générales brutes consolidées des administrations publiques locales atteignent 6 230,6 millions de dollars en 1987, ce qui représente une hausse de 5,2% sur leurs dépenses de 1986. Les fonctions de dépenses qui ont subi les plus fortes augmentations en 1986 sont celles liées aux transports et communications avec 97,7 millions de dollars, aux services généraux avec 82,4 millions de dollars et à la protection de la personne et de la propriété avec 32,6 millions de dollars.

En 1987, les principales fonctions de dépenses des administrations publiques locales sont les transports et communications avec une part relative de 20,1%, l'environnement avec 16,2%, le service de la dette avec 15,6%, la protection de la personne et de la propriété avec 14,6% et les services généraux avec 14,0%.

Les dépenses en immobilisations des administrations publiques locales totalisent, en 1987, 1 321,2 millions de dollars. Les dépenses en immobilisations des municipalités représentent 84,7% de ce montant. Les dépenses en immobilisations se répartissent principalement entre les fonctions environnement (41,7%) et les transports et communications (34,7%).

L'analyse des dépenses générales brutes par catégorie (tableau 2.3) montre que les sommes consacrées à l'achat de biens et services s'élèvent à 3 786,3 millions de dollars (60,8% des dépenses totales), celles reliées aux intérêts sur la dette atteignent 970,9 millions

Tableau 1.2
Dépenses générales brutes consolidées des administrations publiques locales par fonction, Québec, 1983, 1987

Fonction	1983		1987		Taux de croissance 1987/1983
	'000 000 $	%	'000 000 $	%	%
Services généraux	905,3	19,5	870,1	14,0	(1,0)
Protection de la personne et de la propriété	646,6	13,9	907,7	14,6	8,9
Transports et communications	870,8	18,8	1 249,5	20,1	9,4
Santé	5,3	0,1	6,9	0,1	6,6
Bien-être	21,3	0,5	27,4	0,4	6,5
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	20,9	0,5	36,8	0,6	15,2
Environnement	596,6	12,9	1 012,2	16,2	14,1
Loisirs et culture	411,0	8,9	600,3	9,6	9,9
Logement	33,8	0,7	25,2	0,4	(7,1)
Planification et aménagement des régions	105,6	2,3	152,0	2,4	9,5
Transferts aux entreprises publiques locales	126,1	2,7	152,2	2,4	4,8
Service de la dette	773,7	16,7	970,9	15,6	5,8
Autres dépenses	118,3	2,6	219,5	3,5	16,7
Total	**4 635,5**	**100,0**	**6 230,6**	**100,0**	**7,7**

de dollars (15,6% des dépenses totales), celles versées en transferts totalisent 152,2 millions de dollars (2,4%) et celles allouées aux dépenses en capital 1 321,2 millions de dollars (21,2% des dépenses totales).

Les dépenses en biens et services englobent celles relatives à la rémunération et aux avantages sociaux, à l'entretien des travaux de génie, au transport, etc.

Les sommes consacrées à l'achat de biens et services sont partagées principalement entre les fonctions protection de la personne et de la propriété (891,0 millions de dollars), services généraux (833,2 millions de dollars) et transports et communications (790,5 millions de dollars).

Au cours de la période 1983-1987, les dépenses des administrations publiques locales passent de 4 635,5 millions de dollars en 1983 à 6 230,6 millions de dollars en 1987, ce qui représente une croissance annuelle moyenne de 7,7%. Pendant cette période, ce sont les fonctions de dépenses "conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie" et "environnement" qui se sont accrues le plus rapidement et ce, à des taux respectifs de 15,2% et 14,1%. Les nouvelles sommes consacrées à ces deux fonctions de dépenses expliquent respectivement 1,0% et 26,1% de l'accroissement total des dépenses survenu entre 1983 et 1987, comparativement à 23,7% pour la fonction "transports et communications" et 16,4% pour la fonction "protection de la personne et de la propriété".

ACTIF FINANCIER

L'actif financier consolidé des administrations publiques locales totalise 1 140,9 millions de dollars au 31 décembre 1987.

Les effets à recevoir constituent le principal poste d'actif des administrations publiques locales. Au 31 décembre 1987, ces créances atteignent 508,5 millions de dollars, soit 44,6% de l'actif financier. Les taxes représentent 43,1% de ces effets à recevoir, soit 219,3 millions de dollars.

L'encaisse et les dépôts dans les institutions financières, avec 411,4 millions de dollars, et les placements, avec 191,2 millions de dollars, demeurent les deux autres principaux postes

Tableau 1.3
Actif financier des administrations publiques locales, Québec, 31 décembre 1983 et 1987

Actif financier	1983		1987		Taux de croissance 1987/1983
	'000 000 $	%	'000 000 $	%	%
Encaisse et dépôts	321,4	30,4	411,4	36,1	6,4
Effets à recevoir	506,3	48,0	508,5	44,6	0,1
Prêts et avances	0,1	-	-	-	-
Placements	184,6	17,5	191,2	16,8	0,9
Hypothèques et contrats de vente	3,2	0,3	2,6	0,2	(4,9)
Autres actifs financiers	40,1	3,8	27,2	2,4	(9,2)
Total	**1 055,7**	**100,0**	**1 140,9**	**100,0**	**2,0**

d'actif des administrations publiques locales.

Au cours de la période 1983-1987, l'actif financier consolidé des administrations publiques locales passe de 1 055,7 millions de dollars à 1 140,9 millions de dollars, enregistrant ainsi une hausse annuelle moyenne de 2,0%. Pendant cette période, les postes "encaisse et dépôts" et "placements" se sont accrus à des taux de 6,4% et 0,9% et les effets à recevoir ont augmenté de 0,1%. Par contre, les autres actifs financiers ont diminué de 9,2%.

PASSIF

Le passif total consolidé des administrations publiques locales atteint 10 190,2 millions de dollars au 31 décembre 1987, ce qui correspond à un excédent de 9 049,3 millions de dollars sur leur actif financier.

La dette à long terme contractée pour le financement des immobilisations constitue le principal poste du passif des administrations publiques locales. Au 31 décembre 1987, elle se chiffre à 8 771,2 millions de dollars et représente 86,1% du passif total. Les obligations composent 94,2% de la dette à long terme.

Par ailleurs, l'importance relative de la dette à long terme des municipalités constitue 85,2% de leur passif. Pour les régies intermunicipales, les communautés urbaines et régionales et les municipalités régionales de comté, cette part relative est respectivement de 85,5%, 89,1% et 51,6%.

Les effets à payer qui correspondent à 6,0% du passif total et les emprunts à court terme avec 3,2% du passif total sont les autres principaux postes du passif des administrations publiques locales.

Le passif consolidé des administrations publiques locales passe de 8 029,1 millions de dollars en 1983 à 10 190,2 millions de dollars en 1987, enregistrant ainsi une croissance annuelle moyenne de 6,1%. On remarque que les emprunts auprès d'institutions financières augmentent de 16,9% au cours de cette période, les effets à payer de 5,6%, la dette à long terme de 5,4% et les autres passifs de 16,6%.

Inversement, les emprunts et avances diminuent, pendant cette période, de 25,0% en moyenne par année.

Tableau 1.4
Passif des administrations publiques locales, Québec, 31 décembre 1983 et 1987

Passif	1983		1987		Taux de croissance 1987/1983
	'000 000 $	%	'000 000 $	%	%
Emprunts auprès d'institutions financières	174,3	2,2	325,3	3,2	16,9
Emprunts et avances	5,1	0,1	1,6	-	(25,0)
Effets à payer	490,4	6,1	610,1	6,0	5,6
Dette à long terme	7 098,8	88,4	8 771,2	86,1	5,4
Autres passifs	260,4	3,2	482,0	4,7	16,6
Total	**8 029,1**	**100,0**	**10 190,2**	**100,0**	**6,1**

Tableau 2.1
Revenus généraux bruts des administrations publiques locales selon la source, par composante, Québec, 1987

Source	Municipalités locales		Municipalités régionales		Somme partielle	Éliminations	Administrations locales
	Municipalité	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté			
				'000 $			
Revenus de sources propres	**4 789 689**	**16 620**	**33 966**	**8 483**	**4 848 758**	**2 750**	**4 846 008**
Impôts	3 720 466	-	-	-	3 720 466	-	3 720 466
Impôts fonciers et impôts connexes	3 586 918	-	-	-	3 586 918	-	3 586 918
Taxes foncières générales	2 272 983	-	-	-	2 272 983	-	2 272 983
Taxes foncières particulières	617 106	-	-	-	617 106	-	617 106
Taxes d'affaires	457 112	-	-	-	457 112	-	457 112
Subventions tenant lieu d'impôt foncier	125 098	-	-	-	125 098	-	125 098
Autres	114 619	-	-	-	114 619	-	114 619
Taxes sur les spectacles et les droits d'entrée dans les lieux de divertissement	27 408	-	-	-	27 408	-	27 408
Impôts divers	106 140	-	-	-	106 140	-	106 140
Vente de biens et services	799 079	15 518	9 133	6 530	830 260	2 683	827 577
À d'autres administrations publiques	4 175	417	3 674	4 113	12 379	2 683	9 696
À la collectivité	794 904	15 101	5 459	2 417	817 881	-	817 881
Revenus de placement	103 894	384	15 025	558	119 861	-	119 861
Autres revenus de sources propres	166 230	718	9 808	1 395	178 151	47	178 104
Transferts	**682 126**	**42 228**	**790 481**	**35 108**	**1 557 861**	**644 055**	**913 806**
À des fins générales	395 680	30 904	579 885	10 775	1 018 244	604 848	413 396
De l'administration fédérale	48 226	-	-	-	48 226	-	48 226
De l'administration provinciale	336 623	6 838	9 877	-	353 339	-	353 339
Des administrations locales	-	24 065	570 008	10 775	604 848	604 848	-
Des entreprises publiques fédérales	11 831	-	-	-	11 831	-	11 831
Autres	-	-	-	-	-	-	-
À des fins particulières	220 885	11 322	218 265	24 152	474 632	39 207	435 425
De l'administration fédérale	14 643	-	-	657	15 300	-	15 300
De l'administration provinciale	206 250	5 786	198 307	9 782	420 125	-	420 125
Des administrations locales	-	5 536	19 958	13 713	39 207	39 207	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Subventions de capital	64 553	-	251	181	64 985	-	64 985
Total	**5 471 798**	**58 848**	**822 367**	**43 591**	**6 406 599**	**646 785**	**5 759 814**

Tableau 2.2
Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par fonction et par composante, Québec, 1987

Fonction	Municipalités locales		Municipalités régionales		Somme partielle	Éliminations	Administrations locales
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté			
				'000 $			
Services généraux	**781 851**	**4 156**	**55 606**	**28 413**	**870 126**	**-**	**870 126**
Exécutif et législatif	52 311	128	4 009	3 665	60 113	-	60 113
Gestion	433 851	3 641	48 955	21 020	507 467	-	507 467
Autres	295 789	387	2 642	3 728	302 546	-	302 546
Protection de la personne et de la propriété	**610 701**	**2 879**	**294 159**	**-**	**907 739**	**-**	**907 739**
Cours de justice	32 104	-	-	-	32 104	-	32 104
Police	289 266	2 106	289 199	-	580 571	-	580 571
Lutte contre les incendies	244 938	773	-	-	245 711	-	245 711
Autres	44 393	-	4 960	-	49 353	-	49 353
Transports et communications	**1 182 778**	**24 696**	**40 785**	**1 105**	**1 249 524**	**-**	**1 249 524**
Administration	168 256	2	-	-	168 258	-	168 258
Chemins et rues	566 620	13	-	15	566 648	-	566 648
Enlèvement de la neige	251 499	2	-	899	252 400	-	252 400
Circulation	23 180	-	-	-	23 180	-	23 180
Stationnement	5 500	-	-	-	5 500	-	5 500
Éclairage des rues	88 686	6	-	-	88 692	-	88 692
Transport en commun	-	24 525	40 785	-	65 310	-	65 310
Transport aérien	-	304	-	-	304	-	304
Autres transports routiers	79 037	4	-	191	79 232	-	79 232
Santé	**6 169**	**-**	**683**	**-**	**6 852**	**-**	**6 852**
Bien-être	**24 674**	**-**	**2 732**	**-**	**27 406**	**-**	**27 406**
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	**31 019**	**41**	**5 022**	**719**	**36 801**	**-**	**36 801**
Environnement	**822 381**	**37 475**	**148 248**	**4 036**	**1 012 150**	**-**	**1 012 150**
Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	482 244	34 394	5 747	-	522 385	-	522 385
Canalisation d'égouts et traitement des eaux-vannes	154 975	1 039	131 106	-	287 120	-	287 120
Enlèvement et destruction des ordures ménagères et des déchets	154 088	2 023	7 368	3 824	167 303	-	167 303
Contrôle de la pollution		-	2 650	-	2 650	-	2 650
Autres	31 084	19	1 377	212	32 692	-	32 692
Loisirs et culture	**588 144**	**3 154**	**7 816**	**164**	**600 278**	**-**	**600 278**
Loisirs	426 166	2 143	7 816	164	436 289	-	436 289
Culture	159 495	848	-	-	160 343	-	160 343
Autres	3 483	163	-	-	3 646	-	3 646
Logement	**25 212**	**-**	**-**	**-**	**25 212**	**-**	**25 212**
Planification et aménagement des régions	**140 329**	**-**	**4 334**	**7 304**	**151 957**	**-**	**151 957**
Urbanisme et zonage	79 540	-	2 233	942	82 715	-	82 715
Aménagement urbain et régional	24 960	-	-	5 794	30 754	-	30 754
Autres	35 829	-	2 091	568	38 488	-	38 488
Transferts	**683 635**	**-**	**112 635**	**-**	**796 270**	**644 055**	**152 215**
Aux administrations publiques locales	644 055	-	-	-	644 055	644 055	-
Aux entreprises publiques locales	39 580	-	112 635	-	152 215	-	152 215
Autres							
Service de la dette	**708 032**	**8 131**	**254 082**	**612**	**970 857**	**-**	**970 857**
Autres dépenses	**180 353**	**3 036**	**16 233**	**1 800**	**201 422**	**(18 067)**	**219 489**
Total	**5 786 388**	**83 728**	**942 325**	**44 153**	**6 856 594**	**625 988**	**6 230 606**

Tableau 2.3
Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par catégorie et par composante, Québec, 1987

Catégorie	Municipalités locales		Municipalités régionales		Somme partielle	Éliminations	Administrations locales
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté			
				'000 $			
Dépenses en biens et services	**3 275 638**	**40 515**	**410 328**	**41 765**	**3 768 243**	**(18 067)**	**3 786 310**
Intérêts sur la dette	**708 052**	**8 131**	**254 082**	**612**	**970 857**	**-**	**970 857**
Transferts	**683 635**	**-**	**112 635**	**-**	**796 270**	**644 055**	**152 215**
Administrations publiques locales	644 055	-	-	-	644 055	644 055	-
Municipalités	-	-	-	-	-	-	-
Régies	29 601	-	-	-	29 601	29 601	-
Communautés urbaines et régionales	589 966	-	-	-	589 966	589 966	-
Municipalités régionales de comté	24 488	-	-	-	24 488	24 488	-
Entreprises publiques locales	39 580	-	112 635	-	152 215	-	152 215
Dépenses en capital	**1 119 086**	**35 082**	**165 280**	**1 776**	**1 321 224**	**-**	**1 321 224**
Total	**5 786 388**	**83 728**	**942 325**	**44 153**	**6 856 594**	**625 988**	**6 230 606**

Tableau 2.4
Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par fonction et par catégorie, Québec, 1987

Fonction	Biens et services	Intérêts sur la dette	Transferts			
			Administrations publiques locales			
			Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté
			'000 $			
Services généraux	**833 164**	-	-	-	-	-
Exécutif et législatif	60 113	-	-	-	-	-
Gestion	475 565	-	-	-	-	-
Autres	297 486	-	-	-	-	-
Protection de la personne et de la propriété	**891 050**	-	-	-	-	-
Cours de justice	32 104	-	-	-	-	-
Police	573 641	-	-	-	-	-
Lutte contre les incendies	239 765	-	-	-	-	-
Autres	45 520	-	-	-	-	-
Transports et communications	**790 497**	-	-	-	-	-
Administration	140 351	-	-	-	-	-
Chemins et rues	207 689	-	-	-	-	-
Enlèvement de la neige	237 828	-	-	-	-	-
Circulation	22 211	-	-	-	-	-
Stationnement	5 282	-	-	-	-	-
Éclairage des rues	85 035	-	-	-	-	-
Transport en commun	21 003	-	-	-	-	-
Transport aérien	64	-	-	-	-	-
Autres transports routiers	71 034	-	-	-	-	-
Santé	**6 852**	-	-	-	-	-
Bien-être	**27 406**	-	-	-	-	-
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	**33 175**	-	-	-	-	-
Environnement	**460 729**	-	-	-	-	-
Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	216 449	-	-	-	-	-
Canalisations d'égouts et traitement des eaux-vannes	52 932	-	-	-	-	-
Enlèvement et destruction des ordures ménagères et des déchets	159 160	-	-	-	-	-
Contrôle de la pollution	2 650	-	-	-	-	-
Autres	29 538	-	-	-	-	-
Loisirs et culture	**530 270**	-	-	-	-	-
Loisirs	424 590	-	-	-	-	-
Culture	105 517	-	-	-	-	-
Autres	163	-	-	-	-	-
Logement	**25 212**	-	-	-	-	-
Planification et aménagement des régions	**141 220**	-	-	-	-	-
Urbanisme et zonage	73 436	-	-	-	-	-
Aménagement urbain et régional	30 523	-	-	-	-	-
Autres	37 261	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	**29 601**	**589 966**	**24 488**
Aux administrations publiques locales	-	-	-	29 601	589 966	24 488
Aux entreprises publiques locales	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Service de la dette	-	**970 857**	-	-	-	-
Autres dépenses	**28 688**	-	-	-	-	-
Total	**3 768 243**	**970 857**	-	**29 601**	**589 966**	**24 488**

Transferts	Dépenses en capital	Éliminations	Total	Fonction
Entreprises publiques locales				
		'000 $		
-	36 962	-	870 126	**Services généraux**
-	-	-	60 113	Exécutif et législatif
-	31 902	-	507 467	Gestion
-	5 060	-	302 546	Autres
-	16 709	-	907 739	**Protection de la personne et de la propriété**
-	-	-	32 104	Cours de justice
-	6 930	-	580 571	Police
-	5 946	-	245 711	Lutte contre les incendies
-	3 833	-	49 353	Autres
-	459 027	-	1 248 524	**Transports et communications**
-	27 907	-	168 258	Administration
-	358 959	-	566 648	Chemins et rues
-	14 572	-	252 400	Enlèvement de la neige
-	969	-	23 180	Circulation
-	218	-	5 500	Stationnement
-	3 657	-	88 692	Éclairage des rues
-	44 307	-	65 310	Transport en commun
-	240	-	304	Transport aérien
-	8 198	-	79 232	Autres transports routiers
-	-	-	6 852	**Santé**
-	-	-	27 406	**Bien-être**
-	3 626	-	36 891	**Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie**
-	551 421	-	1 012 150	**Environnement**
-	305 936	-	522 385	Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau
-	234 188	-	287 120	Canalisations d'égouts et traitement des eaux-vannes
-	8 143	-	167 303	Enlèvement et destruction des ordures ménagères et des déchets
-	-	-	2 650	Contrôle de la pollution
-	3 154	-	32 692	Autres
-	70 008	-	600 278	**Loisirs et culture**
-	11 699	-	436 289	Loisirs
-	54 826	-	160 343	Culture
-	3 483	-	3 646	Autres
-	-	-	25 212	**Logement**
-	10 737	-	151 957	**Planification et aménagement des régions**
-	9 279	-	82 715	Urbanisme et zonage
-	231	-	30 754	Aménagement urbain et régional
-	1 227	-	38 488	Autres
152 215	-	644 055	152 215	**Transferts**
-	-	644 055	-	Aux administrations publiques locales
152 215	-	-	152 215	Aux entreprises publiques locales
-	-	-	-	Autres
-	-	-	970 857	**Service de la dette**
-	172 734	(18 067)	219 489	**Autres dépenses**
152 215	1 321 224	625 988	6 230 606	**Total**

Tableau 2.5
Dépenses en immobilisations des administrations publiques locales par fonction et par composante, Québec, 1987

Fonction	Municipalités locales		Municipalités régionales		Administrations locales
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté	
			'000 $		
Services généraux	35 065	56	388	1 453	36 962
Protection de la personne et de la propriété	16 633	76	-	-	16 709
Transports et communications	414 464	3 769	40 785	9	459 027
Environnement	409 706	28 653	113 006	56	551 421
Planification et aménagement des régions	10 506	-	-	231	10 737
Loisirs et culture	69 939	69	-	-	70 008
Autres	162 773	2 459	11 101	27	176 360
Total	**1 119 086**	**35 082**	**165 280**	**1 776**	**1 321 224**

Tableau 2.6
Actif financier des administrations publiques locales par composante, Québec, 31 décembre 1987

Source	Municipalités locales		Municipalités régionales		Somme partielle	Éliminations	Administrations locales
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté			
				'000 $			
Encaisse et dépôts	**397 677**	**3 954**	**4 832**	**4 973**	**411 436**	**-**	**411 436**
Encaisse	5 128	3 665	2 063	482	11 338	-	11 338
Dépôts dans les institutions financières	392 549	289	2 769	4 491	400 098	-	400 098
Effets à recevoir	**510 246**	**6 456**	**22 255**	**3 674**	**542 631**	**34 168**	**508 463**
Taxes	219 333	-	-	-	219 333	-	219 333
Des administrations publiques	139 314	5 301	13 928,	3 129	161 672	34 168	127 504
Administration fédérale	20 711	-	-	134	20 845	-	20 845
Compensations tenant lieu de taxes	17 128	-	-	-	17 128	-	17 128
Transferts	3 583	-	-	134	3 717	-	3 717
Administration provinciale	83 906	2 001	3 898	1 471	91 276	-	91 276
Compensations tenant lieu de taxes	32 969	-	-	-	32 969	-	32 969
Transferts	50 937	2 001	3 898	1 471	58 307	-	58 307
Administrations locales	34 697	3 300	10 030	1 524	49 551	34 168	15 383
Autres effets à recevoir	151 599	1 155	8 327	545	161 626	-	161 626
Prêts et avances	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Placements	**130 909**	**900**	**58 101**	**1 069**	**191 179**	**-**	**191 179**
Hypothèques et contrats de vente	**2 619**	**-**	**-**	**-**	**2 619**	**-**	**2 619**
Autres actifs financiers	**39 654**	**129**	**21 895**	**105**	**61 784**	**34 541**	**27 243**
Total	**1 080 705**	**11 039**	**108 084**	**9 821**	**1 209 649**	**68 709**	**1 140 940**

Tableau 2.7
Passif des administrations publiques locales par composante, Québec, 31 décembre 1967

Source	Municipalités locales		Municipalités régionales		Somme partielle	Éliminations	Administrations locales
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté			
			'000 $				
Emprunts auprès d'institutions financières	**306 296**	**7 654**	**10 823**	**501**	**325 276**	**-**	**325 276**
Emprunts auprès des banques à charte	306 296	7 654	10 823	501	325 276	-	325 276
Emprunts auprès d'autres institutions financières	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts et avances	**1 538**	**75**	**-**	**-**	**1 613**	**-**	**1 613**
Des administrations publiques	1 538	4	-	-	1 542	-	1 542
Administration fédérale	-	-	-	-	-	-	-
Administration provinciale	1 538	4	-	-	1 542	-	1 542
Autres	-	71	-	-	71	-	71
Effets à payer	**525 653**	**8 059**	**88 789**	**3 648**	**626 149**	**16 020**	**610 129**
Comptes de nature commerciale	294 966	6 397	86 008	1 943	389 314	-	389 314
Aux administrations publiques	89 643	1 145	2 221	1 386	94 395	16 020	78 375
Administration fédérale	10 676	-	-	39	10 715	-	10 715
Administration provinciale	67 454	17	-	189	67 660	-	67 660
Administrations locales	11 513	1 128	2 221	1 158	16 020	16 020	-
Autres effets à payer	141 044	517	560	319	142 440	-	142 440
Dette à long terme	**6 723 237**	**93 641**	**1 981 058**	**5 069**	**8 803 005**	**31 811**	**8 771 194**
Obligations détenues par	6 227 499	61 137	1 975 086	146	8 263 868	-	8 263 868
L'administration provinciale	117 738	-	8 020	-	125 758	-	125 758
Les entreprises publiques fédérales	127 801	-	221 078	-	348 879	-	348 879
Autres obligations payables	5 981 960	61 137	1 745 988	146	7 789 231	-	7 789 231
En monnaie canadienne	5 266 194	61 137	981 196	146	6 308 673	-	6 308 673
En devises étrangères	715 766	-	764 792	-	1 480 558	-	1 480 558
Autres titres détenus par	495 738	32 504	5 972	4 923	539 137	31 811	507 326
L'administration fédérale	756	-	-	-	756	-	756
L'administration provinciale	-	-	-	-	-	-	-
Les administrations locales	28 137	-	3 674	-	31 811	31 811	-
Autres	466 845	32 504	2 298	4 923	506 570	-	506 570
Autres passifs	**337 923**	**137**	**143 392**	**600**	**482 052**	**81**	**481 971**
Total	**7 894 649**	**109 586**	**2 224 062**	**9 818**	**10 238 095**	**47 912**	**10 190 183**

Tableau 2.8
Réconciliation des revenus généraux bruts des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, Québec, 1987

Revenu	Municipalités locales		Municipalités régionales		Total non consolidé
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté	
			'000 $		
Revenus courants selon les états financiers	**5 685 070**	**59 968**	**899 557**	**46 195**	**6 650 790**
Ajustements	**(129 725)**	**(1 122)**	**(27 190)**	**(2 604)**	**(160 641)**
Contributions de propres fonds	(6 879)	-	-	-	(6 879)
Recouvrements de propres fonds	(24 656)	-	-	(139)	(24 795)
Affectation de surplus	(162 743)	(1 122)	(27 441)	(2 646)	(193 952)
Subventions de capital	64 553	-	251	181	64 985
Éliminations	**(83 550)**	**-**	**-**	**-**	**(83 550)**
Services rendus à d'autres municipalités	(83 550)	-	-	-	(83 550)
Total	**5 471 795**	**58 846**	**832 367**	**43 591**	**6 406 599**

Tableau 2.9
Réconciliation des dépenses générales brutes des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, Québec, 1987

Dépense	Municipalités locales		Municipalités régionales		Total non consolidé
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté	
			'000 $		
Dépenses courantes selon les états financiers	**5 493 068**	**57 634**	**820 557**	**44 093**	**6 415 352**
Ajustements	**376 870**	**26 094**	**121 768**	**60**	**524 792**
Immobilisations à même les revenus	(178 551)	(4 664)	(5 346)	(949)	(189 510)
Contributions à d'autres fonds	(32 575)	-	-	(15)	(32 590)
Dépenses recouvrables d'autres fonds	(7 200)	-	-	(9)	(7 209)
Affectation de déficit	(6 192)	(52)	-	(128)	(6 372)
Remboursement de capital	(517 698)	(4 272)	(38 166)	(615)	(560 751)
Dépenses en immobilisations	1 119 086	35 082	165 280	1 776	1 321 224
Éliminations	**(83 550)**	**-**	**-**	**-**	**(83 550)**
Services rendus par d'autres municipalités					
Police	(4 044)	-	-	-	(4 044)
Protection contre l'incendie	(7 526)	-	-	-	(7 526)
Enlèvement de la neige	(1 089)	-	-	-	(1 089)
Aqueduc	(21 876)	-	-	-	(21 876)
Égouts	(32 170)	-	-	-	(32 170)
Enlèvement et destruction des ordures	(2 531)	-	-	-	(2 531)
Loisirs et culture	(2 368)	-	-	-	(2 368)
Service de la dette	(8 357)	-	-	-	(8 357)
Autres	(3 589)	-	-	-	(3 589)
Total	**5 786 388**	**83 728**	**942 325**	**44 153**	**6 856 594**

Tableau 2.10
Réconciliation de l'actif financier des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composants, Québec, 31 décembre 1987

Actif	Municipalités locales		Municipalités régionales		Total non consolidé
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté	
			'000 $		
Actif total[1]	**24 178 412**	**262 322**	**5 002 956**	**35 928**	**29 479 618**
Ajustements	**(22 832 977)**	**(247 322)**	**(4 562 038)**	**(25 917)**	**(27 668 454)**
Stocks	(47 504)	(117)	(204)	(16)	(47 841)
Déficits accumulés	(9 953)	-	-	-	(9 953)
Dépenses des règlements d'emprunt en cours	(2 745 059)	(70 883)	(2 399 748)	(129)	(5 215 819)
Refinancement en cours	(38 009)	-	-	-	(38 009)
Actifs immobilisés	(13 011 544)	(82 927)	(178 659)	(20 760)	(13 293 890)
Actifs immobilisés sujets à revente	(96 987)	-	(2 369)	-	(99 356)
Mode de remboursement de l'état de la dette à long terme	(6 823 871)	(93 595)	(1 981 058)	(5 012)	(8 903 536)
Dépenses financées à long terme	(60 050)	-	-	-	(60 050)
Éliminations	**(264 730)**	**(3 761)**	**(332 834)**	**(190)**	**(601 515)**
Effets à recevoir	(218 677)	(3 251)	(327 392)	(64)	(549 384)
Du fonds d'administration	(28 935)	-	-	-	(28 935)
Du fonds des règlements d'emprunt	(189 083)	(3 251)	(140 769)	(64)	(333 167)
Du fonds de roulement	(659)	-	(186 623)	-	(187 282)
Découvert de banque	(46 053)	(510)	(5 442)	(126)	(52 131)
Total	**1 080 705**	**11 039**	**108 084**	**9 821**	**1 209 649**

1. Sommation des actifs du fonds d'administration, du fonds des règlements d'emprunt, de l'état des actifs à long terme, du mode de remboursement de l'état de la dette à long terme et du fonds de roulement.

Tableau 2.11
Réconciliation du passif des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, Québec, 31 décembre 1987

Passif	Municipalités locales		Municipalités régionales		Total non consolidé
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté	
			'000 $		
Passif total[1]	**24 178 412**	**262 322**	**5 002 956**	**35 928**	**29 479 618**
Ajustements	**(16 019 033)**	**(148 995)**	**(2 446 060)**	**(25 920)**	**(18 640 008)**
Financement permanent des règlements d'emprunt en cours	(2 322 661)	(62 841)	(2 214 691)	(23)	(4 600 216)
Soldes disponibles de règlements d'emprunt	(32 185)	(136)	(252)	-	(32 573)
Mode de financement de l'état des actifs à long terme	(13 140 022)	(83 011)	(181 028)	(20 760)	(13 424 821)
Capital du fonds de roulement	(102 061)	-	-	-	(102 061)
Surplus accumulés	(422 104)	(3 007)	(50 089)	(5 137)	(480 337)
Éliminations	**(264 730)**	**(3 761)**	**(332 834)**	**(190)**	**(601 515)**
Effets à payer	(218 677)	(3 251)	(327 392)	(64)	(549 384)
Au fonds d'administration	(189 742)	-	(190 761)	(64)	(380 567)
Au fonds des règlements d'emprunt	(16 544)	(3 251)	-	-	(19 795)
Au fonds de roulement	(12 391)	-	(136 631)	-	(149 022)
Découvert de banque	(46 053)	(510)	(5 442)	(126)	(52 131)
Total	**7 894 649**	**109 566**	**2 224 062**	**9 818**	**10 238 095**
Excédent de l'actif financier sur le passif (excédent du passif sur l'actif financier)	(6 813 944)	(98 527)	(2 115 983)	3	(9 028 451)

1. Sommation des passifs du fonds d'administration, du fonds des règlements d'emprunt, du mode de financement de l'état des actifs à long terme, de l'état de la dette à long terme et du fonds de roulement.

Tableau 2.12
Revenus généraux bruts des administrations publiques locales selon la source, Québec, 1983-1987

Source	1983	1984	1985	1986	1987
			'000 $		
Revenus de sources propres	**3 674 071**	**3 884 518**	**4 115 008**	**4 475 256**	**4 846 008**
Impôts	2 819 443	2 970 623	3 138 044	3 420 017	3 720 466
Impôts fonciers et impôts connexes	2 744 101	2 906 575	3 060 993	3 319 459	3 586 918
Taxes foncières générales	1 788 596	1 802 834	1 910 960	2 085 660	2 272 983
Taxes foncières particulières	447 068	547 285	554 553	568 174	617 106
Taxes d'affaires	331 582	358 051	378 181	437 707	457 112
Subventions tenant lieu d'impôt foncier	86 976	99 401	111 190	116 726	125 098
Autres	89 879	99 004	106 109	111 192	114 619
Taxes sur les spectacles et sur les droits d'entrée dans les lieux de divertissement	22 930	23 535	23 669	24 742	27 408
Impôts divers	52 412	40 513	53 382	75 816	106 140
Vente de biens et services	589 446	646 468	701 965	786 891	827 577
À d'autres administrations publiques	2 134	4 575	5 663	4 063	9 696
À la collectivité	587 312	641 893	696 302	782 828	817 881
Revenus de placement	99 831	122 607	111 513	120 160	119 861
Autres revenus de sources propres	165 351	144 820	163 487	148 188	178 104
Transferts	**819 339**	**832 510**	**914 302**	**926 275**	**913 806**
À des fins générales	344 523	370 668	391 780	397 813	413 396
De l'administration fédérale	37 148	44 917	49 150	47 090	48 226
De l'administration provinciale	296 200	313 792	331 288	339 233	353 339
Des entreprises publiques fédérales	11 175	11 959	11 352	11 490	11 831
Autres	-	-	-	-	-
À des fins particulières	386 870	378 831	408 334	422 655	435 425
De l'administration fédérale	4 741	4 691	14 625	13 289	15 300
De l'administration provinciale	381 374	374 140	393 709	409 366	420 125
Autres	755	-	-	-	-
Subventions de capital	87 946	83 011	114 178	105 807	64 985
Total	**4 493 410**	**4 717 028**	**5 029 311**	**5 401 531**	**5 759 814**
Municipalités	4 290 017	4 506 642	4 777 541	5 122 442	5 471 795
Régies intermunicipales	..	20 287	23 341	41 541	58 846
Communautés urbaines et régionales	676 488	691 022	755 245	785 609	832 367
Municipalités régionales de comté	39 848	42 959	43 014	45 824	43 591
Total, Éliminations	512 943	543 882	569 830	593 885	646 785

Tableau 2.13
Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par fonction, Québec, 1983-1987

Source	1983	1984	1985	1986	1987
			'000 $		
Services généraux	**905 252**	**964 080**	**772 410**	**787 775**	**870 128**
Exécutif et législatif	39 587	43 332	52 648	58 041	60 113
Gestion	435 625	417 951	446 084	473 545	507 467
Contributions de l'employeur	273 867	321 004	-[1]	-[1]	-[1]
Autres	156 173	181 793	273 678	256 189	302 546
Protection de la personne et de la propriété	**646 645**	**660 863**	**827 091**	**875 098**	**907 739**
Cours de justice	25 406	23 102	26 894	28 865	32 104
Police	423 012	433 913	537 502	557 133	580 571
Lutte contre les incendies	187 579	192 739	231 318	241 599	245 711
Autres	10 648	11 109	31 377	47 501	49 353
Transports et communications	**870 804**	**909 272**	**1 058 643**	**1 151 804**	**1 269 524**
Administration	121 303	132 864	162 826	166 617	168 258
Chemins et rues	332 364	353 786	429 979	473 080	586 648
Enlèvement de la neige	220 788	225 773	227 292	248 065	252 400
Éclairage des rues	84 978	97 181	78 969	82 973	23 180
Circulation	26 562	30 488	28 582	21 300	5 500
Stationnement	5 677	5 886	6 241	5 090	88 692
Transport en commun	66 579	40 715	57 953	77 618	65 310
Transport aérien	-	-	1 098	965	304
Autres transports routiers	12 553	12 579	65 703	76 096	79 232
Santé	**5 329**	**5 847**	**6 760**	**6 654**	**6 852**
Bien-être	**21 316**	**23 387**	**27 040**	**26 616**	**27 406**
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	**20 901**	**23 901**	**28 751**	**31 983**	**36 881**
Environnement	**586 636**	**626 748**	**839 241**	**987 385**	**1 012 150**
Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	256 817	314 388	448 770	495 521	522 385
Canalisation d'égouts et traitement des eaux-vannes	189 554	173 742	212 947	297 251	287 120
Enlèvement et destruction des ordures ménagères et des déchets	137 619	124 756	147 285	158 286	167 303
Contrôle de la pollution	2 307	2 415	3 073	2 866	2 650
Autres	10 339	11 447	27 166	33 461	32 892
Loisirs et culture	**411 028**	**439 526**	**556 982**	**577 528**	**600 278**
Loisirs	263 294	285 931	374 563	404 830	436 289
Culture	89 054	95 073	178 258	167 853	160 343
Autres	58 680	58 522	4 161	4 845	3 646
Logement	**33 820**	**31 981**	**31 803**	**29 450**	**25 212**
Planification et aménagement des régions	**105 643**	**116 633**	**129 755**	**143 131**	**151 957**
Urbanisme et zonage	43 379	47 117	66 287	71 133	82 715
Aménagement urbain et régional	38 792	45 118	33 589	36 250	30 754
Autres	23 472	24 398	29 879	35 748	38 488
Transferts aux entreprises publiques locales	**126 124**	**130 274**	**127 440**	**147 051**	**152 215**
Service de la dette	**773 686**	**839 082**	**904 228**	**951 423**	**970 857**
Autres dépenses	**118 282**	**209 185**	**278 169**	**209 801**	**219 489**
Total	**4 635 476**	**4 980 779**	**5 588 313**	**5 925 708**	**6 230 606**
Municipalités	4 339 550	4 667 388	5 153 491	5 421 864	5 786 388
Régies intermunicipales	..	18 266	38 196	69 792	83 728
Communautés urbaines et régionales	766 006	789 218	905 791	966 606	942 325
Municipalités régionales de comté	39 274	41 647	42 835	44 606	44 153
Éliminations	509 354	535 742	552 000	577 140	625 988

1. Les contributions de l'employeur ne font plus l'objet d'un poste distinct.

Tableau 2.14
Actif financier des administrations publiques locales, Québec, 31 décembre, 1983-1987

Actif financier	1983	1984	1985	1986	1987
			'000 $		
Encaisse et dépôt	**321 406**	**328 074**	**355 944**	**372 083**	**411 436**
Encaisse	5 637	7 417	7 968	10 420	11 338
Dépôts dans les institutions bancaires	315 768	320 657	347 976	361 673	400 098
Effets à recevoir	**506 299**	**453 686**	**438 840**	**480 091**	**508 463**
Taxes	240 207	223 101	215 904	228 648	219 333
Des administrations publiques	145 097	113 189	111 543	128 811	127 504
Administration fédérale	22 028	13 448	15 860	16 634	20 845
Compensations tenant lieu de taxes	13 826	10 779	9 785	11 915	17 128
Transferts	8 202	2 669	6 075	4 719	3 717
Administration provinciale	107 576	84 134	80 025	96 521	91 276
Compensations tenant lieu de taxes	27 651	29 235	28 265	30 135	32 969
Transferts	79 925	54 899	51 760	66 386	58 307
Administrations locales	15 493	15 607	15 658	15 656	15 383
Autres effets à recevoir	120 995	117 396	111 393	132 632	161 626
Prêts et avances	**140**	**-**	**-**	**-**	**-**
Placements	**184 580**	**175 029**	**111 985**	**223 951**	**191 179**
Hypothèques et contrat de vente	**3 232**	**1 921**	**1 585**	**2 686**	**2 619**
Autres actifs financiers	**40 080**	**36 206**	**34 416**	**21 537**	**27 243**
Total	**1 055 747**	**994 918**	**942 888**	**1 110 318**	**1 140 940**
Municipalités	940 784	898 608	859 000	975 800	1 080 705
Régies intermunicipales	..	3 777	5 463	8 418	11 059
Communautés urbaines et régionales	120 304	103 666	99 832	160 595	108 084
Municipalités régionales de comté	9 380	9 757	9 632	11 576	9 821
Éliminations	14 721	20 890	31 229	46 069	68 709

Tableau 2.15
Passif des administrations publiques locales, Québec, 31 décembre, 1983-1987

Passif	1983	1984	1985	1986	1987
			'000 $		
Emprunts auprès d'institutions financières	**174 338**	**277 364**	**315 608**	**326 854**	**325 276**
Emprunts auprès des banques à charte	169 574	271 468	315 608	326 854	325 276
Emprunts auprès d'autres institutions financières	4 764	5 896	-	-	-
Emprunts et avances	**5 077**	**8 672**	**2 582**	**1 270**	**1 613**
Des administrations publiques	5 077	8 672	2 456	1 270	1 542
Administration fédérale	5 008	7 663	425	-	-
Administration provinciale	69	1 009	2 031	1 270	1 542
Autres	-	-	126	-	71
Effets à payer	**490 430**	**542 053**	**608 370**	**614 952**	**610 129**
Comptes de nature commerciale	267 375	282 550	381 069	411 669	389 314
Aux administrations publiques	3 699	3 839	59 680	73 267	78 375
Administration fédérale	314	467	2 672	10 331	10 715
Administration provinciale	3 385	3 372	57 008	62 936	67 660
Autres effets à payer	219 358	255 664	167 621	130 016	142 440
Dette à long terme	**7 088 822**	**7 349 377**	**7 736 022**	**8 416 757**	**8 771 194**
Obligations détenues par	6 910 312	7 263 883	7 558 597	8 161 334	8 263 868
L'administration provinciale	153 077	156 572	136 386	137 713	125 758
Les entreprises publiques fédérales	161 360	174 357	176 635	166 965	348 879
Autres obligations payables	6 595 875	6 932 954	7 245 576	7 856 656	7 789 231
En monnaie canadienne	4 900 662	5 191 767	5 619 936	6 234 998	6 308 673
En devises étrangères	1 695 213	1 741 187	1 625 640	1 621 658	1 480 558
Autres titres détenus par	188 510	85 494	177 425	255 423	507 326
L'administration fédérale	2 817	832	1 257	1 105	756
L'administration provinciale	-	-	-	-	-
Les administrations locales	27 270	13 745	19 477	-	-
Autres	158 423	70 917	156 691	254 318	506 570
Autres passifs	**260 427**	**265 981**	**326 979**	**407 123**	**481 971**
Total	**8 029 094**	**8 443 447**	**8 989 571**	**9 766 936**	**10 190 183**
Municipalités	6 337 010	6 613 932	7 007 241	7 534 662	7 894 649
Régies intermunicipales	..	42 245	59 818	84 279	109 566
Communautés urbaines et régionales	1 704 376	1 798 363	1 925 691	2 167 427	2 224 062
Municipalités régionales de comté	10 303	10 225	10 220	9 892	9 818
Éliminations	22 595	21 318	13 399	29 324	47 912

Cette publication présente les statistiques financières des administrations publiques locales du Québec pour 1987. Les données sur les municipalités, les régies intermunicipales (excluant les conseils intermunicipaux de transport), les communautés urbaines et régionales et les municipalités régionales de comté proviennent de leurs rapports financiers qui nous sont transmis par le ministère des Affaires municipales. Quant aux données sur les conseils intermunicipaux de transport, elles sont obtenues du ministère des Transports du Québec.

Plusieurs différences existent entre les pratiques comptables usuelles des administrations publiques locales et les concepts définis par le système statistique de gestion des finances publiques[1]. Aussi, afin de respecter les notions de revenus et dépenses généraux bruts, d'actif financier et de passif du système de référence, il faut ajuster les chiffres primaires (courants) contenus dans les rapports financiers des intervenants avant de pouvoir les consolider.

Ces ajustements ont pour objet d'assurer la présentation de données financières:

- ne résultant que des opérations se rapportant à l'exercice financier en cours,
- ne résultant que des opérations propres à chacun des fonds des intervenants,
- selon la notion de revenus et dépenses bruts par la prise en compte des dépenses en immobilisations et des subventions de capital correspondantes.

Ces procédures d'ajustement sont les suivantes:

- des revenus courants, il faut éliminer les surplus réalisés lors d'exercices financiers antérieurs et les recouvrements d'autres fonds. Pour calculer les revenus bruts, il faut ajouter les subventions de capital versées par d'autres niveaux d'administration publique;

- des dépenses courantes, il faut déduire celles générées des immobilisations financées à même les revenus, de l'appropriation des déficits des exercices financiers antérieurs, des remboursements de capital sur la dette à long terme et des dépenses recouvrables d'autres fonds. Pour calculer les dépenses brutes, il faut ajouter les dépenses en immobilisations;

- de l'actif, il faut déduire les actifs non financiers, les actifs non pertinents (règlements d'emprunts en cours, refinancements en cours, mode de remboursement de la dette à long terme) et les déficits accumulés;

- du passif, il faut déduire les montants affectés aux règlements d'emprunt en cours et les soldes disponibles sur règlement d'emprunt (ces emprunts figurant déjà à la dette à long terme), les passifs non pertinents (mode de financement des actifs à long terme), et les surplus et réserves.

Lorsque les données primaires sont ramenées sur la base du système de référence, il est alors possible de procéder à la consolidation des données.

---

1. Statistique Canada, Le système statistique de gestion des finances publiques, catalogue 68-507F, mars 1984, Ottawa.

Cette consolidation permet d'établir le plus fidèlement possible une mesure de l'ensemble des opérations des composantes des administrations publiques locales comme si elles faisaient partie d'un seul et même organisme. Pour ce faire, il faut éliminer les transactions entre les divers fonds ou composantes des intervenants pour éviter une double comptabilisation des données.

La consolidation des administrations publiques locales s'effectue à deux niveaux soit: 1 - consolidation au sein d'une même administration par l'élimination des transactions entre les fonds ou entre les intervenants; 2 - consolidation au sein des administrations publiques locales par l'élimination des transactions entre ses composantes.

Les ajustements, par contre, ne se font qu'à un seul niveau, soit à la première étape, lors de la consolidation au sein d'une même administration. En effet, une fois que les ajustements ont été faits au sein d'une même administration, il n'est pas nécessaire de procéder à des ajustements supplémentaires lors de la consolidation avec d'autres administrations puisque les données, à ce stade, sont déjà conformes au système de référence. Les tableaux 2.8 à 2.11 montrent ces ajustements ainsi que la consolidation de première étape effectuée sur les données primaires.

En théorie, lors de la consolidation des données, les éliminations du côté des revenus (de l'actif) et du côté des dépenses (du passif) devraient s'égaler. En pratique, cette égalité dans les données des états financiers n'est pas toujours constatée, la principale raison étant que le niveau de désagrégation des données ne permet pas l'identification de toutes les transactions financières.

De façon générale, lors de la consolidation de deux intervenants, si une transaction ne peut être vérifiée que dans les comptes d'un seul d'entre eux, nous éliminons à la fois du côté des revenus et du côté des dépenses, ou du côté de l'actif et du côté du passif le montant identifié.

Par ailleurs, lorsque deux intervenants enregistrent des montants différents pour une transaction et que la différence se situe dans d'autres postes du rapport financier, sans être identifiable, le plus élevé des montants est éliminé à la fois du côté des revenus et du côté des dépenses ou du côté de l'actif et du côté du passif.

Finalement, lorsque deux intervenants enregistrent des montants différents pour une transaction et que la différence ne se retrouve pas ailleurs dans les comptes, nous retenons comme valeur à consolider le montant déclaré par l'intervenant qui verse le transfert (revenus et dépenses) ou par l'intervenant qui détient les titres de l'autre (bilan). Nous devons alors procéder à un ajustement comptable dans les états financiers pour maintenir l'équilibre des comptes.

Ainsi, lors de la consolidation, nous déduisons des revenus et des dépenses la somme inscrite par l'intervenant qui effectue la dépense. Si ce montant est inférieur à celui enregistré par l'intervenant bénéficiaire, l'écart est éliminé des revenus et du poste autre actif. Si ce montant est supérieur à celui inscrit par l'intervenant bénéficiaire, l'écart est ajouté aux revenus et au poste autre actif.

De la même façon, nous déduisons de l'actif et du passif le montant inscrit à l'actif. Si ce montant est inférieur à celui enregistré au passif, l'écart est éliminé du passif et du poste autres dépenses. Si ce montant est supérieur à celui enregistré au passif, l'écart est ajouté au passif et au poste autres dépenses.

Dans nos tableaux statistiques, les résultats de la consolidation et des

ajustements comptables sont enregistrés simultanément sous la colonne éliminations.

Ainsi, en 1987, afin de présenter le plus fidèlement possible une mesure de l'ensemble des opérations des administrations publiques locales comme si elles faisaient partie d'un seul et même organisme, nous avons éliminé des revenus et du passif ainsi que des dépenses et de l'actif un montant identique de 694,7 millions de dollars.

Du côté des revenus, nous avons éliminé un montant de 646,8 millions de dollars. Cette somme représente les "contributions" ou "répartitions" reçues des municipalités de même que le montant des services rendus aux municipalités par les régies intermunicipales (30,0 millions de dollars), par les communautés urbaines et régionales (590,0 millions de dollars) et par les municipalités régionales de comté (26,8 millions de dollars).

En contrepartie de ces éliminations du côté des revenus, nous avons déduit 626,0 millions de dollars du côté des dépenses.

Par ailleurs, lors de la consolidation du bilan des administrations locales, nous avons retranché des montants respectifs de 68,7 millions et 47,9 millions de dollars de l'actif financier et du passif. Ces données représentent les comptes à recevoir et à payer ainsi que la dette à long terme détenue entre les administrations publiques locales. La différence entre les éliminations du côté de l'actif financier et du passif s'explique par les montants qui sont différents dans les divers postes des administrations concernées et par l'écart entre les revenus et les dépenses qui est éliminé de l'actif financier.

Au Québec, les organismes qui composent le secteur public se retrouvent à trois niveaux: fédéral, provincial et local. Le secteur public au Québec comprend les administrations publiques et les entreprises publiques des niveaux fédéral, provincial et local. Le lecteur trouvera dans le document intitulé Univers du secteur public au Québec[1], une définition de ce secteur ainsi qu'une description globale de ses composantes. La présente publication englobe les opérations financières des administrations publiques locales. Celles-ci sont des structures administratives autonomes qui exercent leur compétence sur une partie du territoire. C'est en raison de cette autonomie qu'on peut parler de décentralisation, soit de l'administration centrale, soit de l'administration régionale.

Au Québec, les administrations publiques locales sont des structures administratives décentralisées de l'administration publique provinciale. On y retrouve les municipalités locales et les municipalités régionales.

MUNICIPALITÉS LOCALES

Les municipalités locales comprennent les municipalités, les régies intermunicipales et les offices municipaux d'habitation. Toutefois, la présente publication ne couvre pas les offices municipaux d'habitation.

Municipalités

Une municipalité constitue un territoire organisé aux fins de l'administration municipale. Au Québec, les municipalités sont régies principalement par le Code municipal ou par la Loi sur les cités et villes.

Quant aux administrations publiques locales, seules les municipalités imposent directement leurs contribuables. Les municipalités régionales ont aussi ce droit, mais ne s'en sont pas prévalues jusqu'à présent.

La section des activités municipales (municipalités) regroupe les fonctions suivantes: l'administration générale, la sécurité publique (police et incendie), le transport routier, l'hygiène du milieu (aqueduc, égouts et enlèvement et destruction des ordures), la santé et le bien-être, l'urbanisme et la mise en valeur du territoire et les loisirs et la culture.

Offices municipaux d'habitation

Pour ce qui est des offices municipaux d'habitation (O.M.H.), leurs activités s'apparentent à celles de la Société d'habitation du Québec et sont régies par la même loi (L.R.Q., c.S-8).

Le but des offices municipaux d'habitation est d'acquérir, construire et administrer des immeubles d'habitation à loyer modique pour personnes à faible revenu. Le loyer exigé ne couvre qu'une partie des coûts d'exploitation des habitations. La différence est financée par les deniers publics, c'est-à-dire par le biais de prêts ou de subventions des municipalités et de transferts de la Société d'habitation du Québec. Les conditions de travail des employés des offices municipaux d'habitation sont déterminées par la SHQ.

---

1. Bureau de la statistique du Québec, Univers du secteur public au Québec 1987, deuxième trimestre 1988.

Régies intermunicipales

Les régies intermunicipales sont des organismes regroupant, par voie d'entente, deux ou plusieurs municipalités désireuses d'établir une gestion commune de services municipaux, de biens ou de travaux. Elles ont sensiblement les mêmes pouvoirs légaux qu'une municipalité en ce qui a trait à l'administration des services.

MUNICIPALITÉS RÉGIONALES

Les municipalités régionales comprennent les communautés urbaines et régionales et les municipalités régionales de comté.

Communautés urbaines et régionales

Les communautés urbaines et régionales ont été créées par le gouvernement du Québec dans le but de répartir les ressources et les tâches d'une façon plus équitable et efficace par la mise en commun de services d'un certain nombre de municipalités. Elles sont financées principalement sous forme de quote-part des municipalités membres et par des subventions du gouvernement du Québec.

Ces communautés sont la Communauté urbaine de Montréal, la Communauté urbaine de Québec et la Communauté régionale de l'Outaouais. Elles regroupent respectivement 29, 13 et 11 municipalités.

Nous ajoutons à cette catégorie, l'Administration régionale Kativik, qui a sensiblement les mêmes fonctions que les communautés municipales. Celle-ci est financée presque entièrement par des subventions gouvernementales. L'Administration régionale Kativik pourrait théoriquement prélever une quote-part des municipalités membres. Cet organisme regroupe 13 municipalités.

Municipalités régionales de comté

Les municipalités régionales de comté ont été créées en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19,1) et elles sont régies à la fois par cette loi et par le Code municipal.

Elles regroupent toutes les municipalités d'une même région d'appartenance. Toutes les municipalités québécoises au sud du 55e parallèle appartiennent à une municipalité régionale de comté, à l'exception des municipalités membres des communautés urbaines et régionales et de la municipalité de la Baie-James. Il y a 95 municipalités régionales de comté.

Les municipalités régionales de comté possèdent les pouvoirs des anciennes corporations de comté, c'est-à-dire, fournir des services de nature régionale, que chacune des municipalités membres n'était pas en mesure de s'offrir, et veiller à la gestion des territoires non municipalisés ou non organisés. À ces anciens pouvoirs, s'ajoutent les responsabilités en matière d'aménagement définies par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

REMARQUE

Contrairement à Statistique Canada, nous n'incluons pas les commissions scolaires dans les administrations locales.